



# europa.ch

Le magazine du Nouveau mouvement européen Suisse **nomes** N° 2/2020



“

Entretien avec Eric Nussbaumer

**« L'intégration européenne est  
une nécessité. »**

Pages 8-9

## SOMMAIRE

## PROJECTEUR

- 3 Le « Pacte » des paradoxes
- 4 Pour un débat sur la souveraineté

## INTERVIEW

- 5 François Cherix
- 7 Martin Naef
- 8 Eric Nussbaumer

## ACTIVITES DU NOMES

- 10 Campagne « Nous, Européennes » : trois phases couronnées de succès
- 11 Le Club de campagne du Nomes

## SECTIONS

- 12 « Un scandale républicain »

## YES

- 13 Comprendre, vivre et construire l'Europe

## ABATTAGE DE MYTHES

- 14 Qu'est-ce donc : de l'imperitance ou tout simplement de l'ignorance ?

## UE-SPOTS

- 15 L'UE prend des sanctions contre les cyberpirates
- 15 Tout ne doit pas passer par « Bruxelles »
- 15 Les recours collectifs désormais possibles dans toute l'UE

## SURFER

- 15 « Mission Starfish 2030 » – un énorme projet
- 15 Les « bons flics » d'Europe

# Nous sommes le mouvement européen

Chère lectrice, cher lecteur,

Nous sommes Européennes et Européens. Ce simple rappel est aujourd'hui plus nécessaire que jamais, à l'heure où nos démocraties sont menacées et de nouveaux autocrates émergent : nous appartenons à une même communauté européenne de valeurs. La Suisse est un pays européen qui a contracté avec l'Union européenne (UE) plus de 120 accords. Nous sommes Européennes et Européens parce que nous vivons dans un pays européen.

œuvrer et nous œuvrerons au sein du Nomes pour rétablir cette confiance.

Je suis donc heureux que nous puissions compter, à la vice-présidence du mouvement, sur de nouvelles personnes issues de différents partis politiques et de la société civile. Nous continuerons d'aller de l'avant ensemble. Ce n'est que de cette manière que notre politique européenne réussira. Je ne vois absolument aucun inconvénient au fait que nous n'ayons pas



© Eric Nussbaumer/Parlement suisse

## Eric Nussbaumer

Président du Nomes et conseiller national PS/BL

Dans un discours prononcé il y a plus de quarante ans, avant les premières élections parlementaires européennes, l'ancien Chancelier allemand Helmut Schmidt a rappelé que la confiance des électrices et électeurs ne pouvait être gagnée que progressivement. C'est encore vrai aujourd'hui et cela s'applique à tous les partis ainsi qu'à de nombreuses thématiques politiques. En ce qui concerne le projet européen, nous ne pouvons gagner la confiance des gens que pas à pas. Mais il est tout autant possible de la détruire à petit feu. C'est pourquoi je suis devenu un Européen convaincu, car je veux combattre cette méfiance – voire ce discours hostile – à l'égard de l'UE en tant qu'institution. Il n'est pas bon d'affirmer sans cesse que le droit européen a pour but de détruire notre pays. Il est faux de croire qu'une coopération des Etats membres mène automatiquement à la disparition de leur souveraineté. Nous devons

toujours exactement les mêmes opinions. L'important est que nous ne perdions pas le lien qui nous unit : nous nous engageons pour une Europe démocratique et coopérative. Nous nous battons pour des solutions européennes qui garantissent prospérité, paix, Etat de droit et liberté à toutes les Européennes et tous les Européens.

Nous sommes le mouvement européen en Suisse, défendant une Europe fédérale et unie dans la diversité. Nous nous allions à celles et ceux qui veulent faire de même, souhaitons pouvoir pleinement codécider au sein des institutions européennes et – pragmatiques – soutenons chaque étape d'une intégration renforçant la coopération européenne. Ainsi, nous combattons toute tentative visant à affaiblir et diviser l'Europe. Nous avons l'expérience d'un approfondissement progressif de notre intégration européenne. D'étape en étape, de pas en pas – en avant ! ★

# Le « Pacte » des paradoxes

par **Solenn Paulic**, journaliste à Bruxelles

**La Commission européenne a lancé le 23 septembre une réforme très attendue des politiques d'asile et de migration européennes avec un curseur sur le contrôle aux frontières extérieures et une nouvelle solidarité obligatoire. Une formule qu'elle juge susceptible de rallier tout le monde mais qui laisse plus de questions que de réponses. La Suisse est aussi concernée.**

Son nom est associé à tous les échecs de la politique migratoire et d'asile européenne. L'abolition récente du fameux règlement de Dublin et sa fusion dans un règlement plus général sur « la gestion de l'asile » augure-t-elle des jours meilleurs ? Loin de vouloir tout chambouler, la Commission, avec son nouveau « Pacte », a fait le choix de s'attaquer à quelques paramètres bien précis : sur Dublin, qui n'en porte donc plus le nom, elle invite d'abord à élargir les critères d'examen et la notion de famille pour déterminer dans quel pays un demandeur ou une demandeuse d'asile doit voir son dossier traité afin de soulager les pays de première entrée. Elle leur demande dans le même temps une nouvelle procédure d'identification et de contrôle des migrant-es : en cinq jours, un premier « tri » devra être fait entre les personnes susceptibles de rester dans l'Union européenne (UE) et les autres qui bénéficieront d'une procédure accélérée et devront partir plus vite. Enfin, elle adosse au nouveau Dublin un mécanisme de solidarité obligatoire en temps de crise : un pays confronté à des arrivées plus intenses qu'en temps normal devra automatiquement recevoir l'aide de ses partenaires, par la relocalisation de personnes, l'aide au retour dans les pays d'origine ou le financement de centres sur place. Les partisans du texte sont convaincus que ces ajustements constituent le geste de solidarité attendu par les pays du Sud alors que l'incendie du camp de Moria a remis en lumière les échecs des « hotspots » de la Commission Juncker. Pourtant ces mêmes

pays ont fait part de leurs doutes début octobre lors d'une réunion ministérielle : comment être sûrs qu'en situation de tension, leurs partenaires rempliront bien leurs obligations ? Cet assouplissement des critères Dublin pourrait en outre ne pas changer tellement la donne, de nombreux pays ayant déjà une conception extensive de la notion de famille, certain-es parlant ainsi de poudre aux yeux. Pour la Suisse, ce ne serait en tout cas pas une révolution a priori. Que reste-t-il alors de cette réforme ? De nouvelles charges pour les pays de première entrée et le risque de nouveaux Moria, ont vite tranché certaines ONG.

Où se trouve la vérité ? La Commission n'a peut-être pas tort de marteler que c'est parce qu'aucune réponse parfaite n'existe qu'une voie peut être trouvée. Vouloir réformer un domaine aussi « toxique » de l'aveu de certain-es diplomates reste une gageure. La Commission aurait pu ne rien faire et laisser les Etats membres gérer au cas par cas, ce qu'ils ont commencé à faire en 2018 sous l'ère « Salvini ». Ou proposer un cadre, ce qu'elle a décidé de faire, mais sans trop bousculer ses Etats membres et en choisissant le moindre mal : une solidarité obligatoire certes, mais à la carte.

Cela pourrait ne pas être une si mauvaise tactique. A condition toutefois de tenir les promesses de départ, même minimales. La Commission annonce plus de retours des débouté-es de l'asile : comment compte-t-elle s'y prendre alors que le budget de Frontex a été diminué en juillet ? Elle veut aider les jeunes migrant-es à ne pas tenter la traversée : comment le faire sans vraie politique de migration légale – donc de travail – et sans investissements financiers conséquents ? Elle promet un soutien inconditionnel au Sud de l'UE : elle garantit aux pays de l'Est que, même en cas de crise majeure, ils ne seront jamais obligés de faire de l'accueil.

Tout le monde sera d'accord : à défaut de grandes ambitions, le Pacte ne manque pas de paradoxes et, que ce soit devant les Etats membres ou le Parlement européen, la Commission n'échappera pas à une rigoureuse explication de texte. ★



© Solenn Paulic

**SOLENN PAULIC** est journaliste sur les affaires européennes à Bruxelles pour Agence Europe et pour le quotidien suisse Le Temps. Elle travaille essentiellement sur la migration, les affaires intérieures, l'Etat de droit, le Brexit et les relations bilatérales Union européenne-Suisse.



# Pour un débat sur la souveraineté

par **Chantal Tauxe**, vice-présidente du Nomes

**Que ce serait-il passé si UDC avait gagné ? À voir certaines réactions au lendemain du scrutin sur l'initiative de résiliation, ceux-là même qui viennent de la sauver menacent désormais d'enterrer la voie bilatérale.**



© Nomes/Sam Konrad

**CHANTAL TAUXE** est vice-présidente du Nomes et membre du Comité de la section vaudoise du Nomes.

Il n'est pas sérieux, deux ans après, de sembler découvrir le mandat et le résultat des négociations de l'accord institutionnel avec l'Union européenne (UE). Si on peut comprendre tactiquement que le sujet ait été esquivé pendant la campagne de votation, il n'est guère crédible de jouer les indignés à propos d'une solution institutionnelle discutée pendant cinq ans, à la demande initiale de la Suisse.

Ce paradoxe, ce désarroi, cette irresponsabilité sont caractéristiques de la politique européenne du Conseil fédéral et des principaux partis. Il y a là une faillite morale et un manque de réflexion que l'hégémonie de l'UDC sur les consciences ne suffit pas à expliquer.

Ce qu'ont affirmé le peuple et les cantons le 27 septembre dernier est pourtant limpide comme de l'eau de roche : ils veulent le maintien et le développement de relations structurées et prospères avec l'UE. Depuis vingt ans, depuis l'approbation du premier paquet d'accords bilatéraux, ils ont eu neuf fois l'occasion de s'exprimer directement ou indirectement sur les relations avec l'UE ou l'impact de son développement sur différentes lois (armes, passeports biométriques). Or, à la notable exception du 9 février 2014, ils ont toujours dit oui à l'adaptation au cadre européen. Ce 27 septembre, cet acquiescement à l'UE réunit 62% des votant-es et 19,5 cantons. La propagande massive de l'UDC contre l'UE, qui la compare, en toute déshonnêteté intellectuelle, aux pires régimes totalitaires, a lamentablement échoué à convaincre. Ce vote relève une maturité et une sérénité qui contrastent avec l'indécision des autorités. Malgré tout le dénigrement dont elle est l'objet, les citoyen·nes perçoivent que l'UE est en pleine évolution et qu'il ne serait ni raisonnable ni opportun de s'en distancer.

Dans un paysage géopolitique mondial particulièrement chahuté, les priorités affichées par la Commission von der Leyen recourent les préoccupations des Suissesses et Suisses : crise climatique, souveraineté numérique, relance économique, santé. À cela s'ajoute la gestion de la pandémie de Covid-19, véritable « stress test » pour les systèmes de gouvernance. Les méthodes autoritaires chinoises comme la désinvolture des populistes Trump, Bolsonaro et Johnson révoltent. Malgré quelques dissensions sur telle ou telle mesure, l'UE gère la pandémie et ses conséquences économiques dans le respect des individus, et avec une solidarité renouvelée entre Etats membres.

Dès lors, Berne doit obtenir de Bruxelles, qui y est disposée, des clarifications sur les points qui semblent poser problème aux partenaires sociaux.\* Le contenu de l'accord institutionnel doit être ensuite présenté aux Suissesses et Suisses, mais pas n'importe comment. Il doit être évalué d'une manière sérieuse et responsable.

Les avantages et les inconvénients doivent être comparés à ceux d'un blocage persistant ou d'un abandon de la voie bilatérale, et à ceux de l'adhésion à l'UE.

Tout l'argumentaire de l'UDC repose sur une conception de la souveraineté réduite à ses attributs symboliques plutôt qu'à ses effets concrets. Un vaste exercice de comparaison entre TOUTES les options qui s'offrent à nous permettra de discuter objectivement de ce que signifie la souveraineté au 21<sup>e</sup> siècle et du poids politique que nous voulons avoir sur les décisions que nous appliquons. Pour le dire autrement : l'enjeu de cet accord n'est pas juridique mais politique. La reprise du droit européen n'est pas un mécanisme indomptable, mais un choix auquel il n'appartient qu'à nous de prendre part. ★

\* Le présent article a été rédigé au début du mois d'octobre 2020.

# «Un jour, la Suisse sera une société profondément européenne, mais aussi un Etat membre de l'Union.»

**François Cherix a coprésidé le Nomes de 2014 à 2020. A l'occasion de cette interview, il revient sur les moments marquants de ces six années et nous fait part de ses espoirs pour l'avenir.**

*Après six années de coprésidence, quels en ont été les moments les plus marquants ?*

En Suisse, l'année 2014 commence par un choc. Le 9 février, l'initiative de l'UDC contre «l'immigration de masse» est acceptée par une toute petite majorité. C'est la consternation. Personne n'avait voulu voir que le dénigrement systématique de l'Europe pratiqué depuis tant d'années conduirait un jour à la victoire des nationalistes. Aussitôt, le Nomes se mobilise et organise des Etats généraux européens, appelant à protéger les relations avec l'Union européenne (UE). Les mois suivants vont montrer qu'attaquer les accords bilatéraux n'est pas indolore. Et le Parlement travaillera longuement à mettre en musique la norme constitutionnelle adoptée sans caser le bilatéralisme.

Le second choc durant ces six années, c'est bien sûr le Brexit. En 2016, au terme d'une campagne populiste et mensongère, un membre important de l'Union la quitte. C'est un désastre dont nous ne mesurons pas encore les conséquences. Pour la Suisse, une double leçon sera donnée. Premièrement, il ne faut pas jouer à la roulette russe avec des votations populaires. Deuxièmement, face à cette rupture, l'Union ne s'est pas désunie, bien au contraire.

La période compte aussi des événements festifs mémorables. Le 5 mai 2018, nous fêtons les 20 ans du Nomes, avec nos ami-es et de nombreuses personnalités suisses et européennes. Et nous rappelons alors que le Nomes a toujours tenu son cap, multipliant les actions en faveur d'une Suisse européenne. J'aimerais bien aussi pouvoir compter l'aboutissement de l'accord institutionnel au nombre des éléments

positifs marquant ces six années. Malheureusement, alors que le texte négocié est sur la table, les discussions internes se sont enlisées et l'UE attend toujours une position claire de la Suisse.

*Vous avez terminé votre mandat sur une victoire – l'échec de l'initiative de résiliation. Quelles batailles restent-il à gagner pour le Nomes ?*

Pour moi, cette victoire est très importante. Non seulement par sa clarté, mais aussi parce qu'elle a été obtenue en affirmant que les citoyen-es ne veulent pas d'une rupture avec l'UE. Ce plébiscite de la libre circulation des personnes par 62% efface le vote de 2014. Les Suissesses et Suisses sont européen-nes, ce résultat doit nous permettre d'aller de l'avant. Malheureusement, je ne sens pas un élan courageux du Conseil fédéral, qui me semble ne pas savoir quoi faire de cette victoire.

Dans ce contexte, je pense que la principale bataille qui doit être conduite par le Nomes est d'ordre culturel. Face aux blocages actuels, il faut inciter les médias, les politiques, les habitant-es à rouvrir la discussion européenne, de manière large et sans tabou. Dans la mesure où l'isolement n'est pas concevable, il convient d'examiner sans tarder tous les scénarios, y compris bien sûr l'adhésion. Sur ce point, il faut briser l'omerta.

*Comment voyez-vous l'avenir européen de la Suisse ?*

Paradoxe majeur, jamais la Suisse n'a été aussi proche du projet européen, et jamais elle n'a autant espéré pouvoir s'en distancier. Autrement dit, l'intégration matérielle a parfaitement fonctionné. Mais simultanément, son succès a favorisé la désintégration de la conscience européenne. Au fond, le drame de la Suisse est qu'elle se croit à l'extérieur de l'Union, alors qu'elle dépend fortement de son destin. C'est le fameux statut de membre passif que le Nomes a régulièrement mis en évidence.



© Nomes/Sam Konrad



© Nomes/Thomas Humm

“

« Le drame de la Suisse est qu'elle se croit à l'extérieur de l'Union, alors qu'elle dépend fortement de son destin. »

Aujourd'hui, cet écart considérable entre la réalité et l'illusion n'est plus tenable. L'usure de la voie bilatérale le fait exploser. Et la relation entre la Suisse et l'Union doit être réinventée. Dans ce contexte tourmenté, je reste convaincu que, pour une Suisse au cœur de l'Union, la meilleure manière de défendre efficacement ses intérêts est d'être présente dans les instances où se prennent les décisions, en tant que membre de plein droit.

***En conclusion, quel message adresseriez-vous aux jeunes générations ?***

J'aimerais adresser trois messages aux jeunes générations. Premièrement, le temps des nations isolées est terminé. L'avenir est aux coopérations. Et l'Union constitue une extraordinaire histoire de coopérations, jalonnée de succès, contrairement à ce qui est trop souvent prétendu. Jamais notre continent ne se serait recon-

cilié, jamais il n'aurait connu le développement actuel, si les institutions européennes n'avaient pas existé.

Deuxièmement, vous devez exiger le droit de vote européen. Vous vivez au cœur de l'Europe et vous n'avez rien à dire sur les grands enjeux qui vous concernent. Vos droits démocratiques auront augmenté quand vous pourrez élire des député·es au Parlement européen et que des Suissesses et Suisses vous représenteront à la Commission et au Conseil des ministres.

Troisièmement, ne vous découragez pas. Ce n'est pas parce qu'une cause est minoritaire qu'elle est mauvaise ou perdue. C'est à vous qu'il incombe de défendre la Suisse et de conduire son destin. Ne doutez pas du succès. Un jour, la Suisse sera non seulement une société profondément européenne, mais aussi un Etat membre de l'Union. ★



# « Notre pays est mûr : il est temps de récolter les fruits. »

**Martin Naef a coprésidé le Nomes de 2014 à 2020. Par ces quelques lignes, il porte un regard sur les six dernières années et partage quelques encouragements.**

## *Quels ont été les plus grands défis que vous avez rencontrés durant votre coprésidence ?*

Le principal défi était, et demeure, celui de cultiver la clarté, le courage, la raison et l'optimisme. Dans l'arène politique, nous avons été contraint-es d'endosser un rôle défensif en raison de plusieurs initiatives populaires, alors qu'au même moment, de plus en plus d'actrices et d'acteurs ont délaissé l'esprit européen au profit d'une stratégie défensive. Dans cette situation, en tant que Nomes, il était d'autant plus fondamental que nous ne perdions pas de vue notre objectif et que nous arrivions à ne pas perdre de membres, mieux à en accueillir davantage. Nous avons également réussi à consolider nos finances, à soigner notre réseau et à nous positionner en tant que partenaire de campagne important, à même de s'engager avec toutes celles et tous ceux qui sont attaché-es à la poursuite de l'intégration européenne. Je suis très fier de toutes ces personnes engagées à nos côtés et qui osent parler franchement. Dans le même temps, avec nos sections, nous avons pu massivement renforcer le travail et l'impact de notre secrétariat.

## *Selon vous, comment pouvons-nous briser le tabou de l'adhésion à l'Union européenne (UE) ?*

En abordant le sujet. Je me souviens d'une discussion lors de l'émission Arena (ndlr : équivalent alémanique de l'émission de débat Infrarouge de la RTS) durant laquelle l'on m'a reproché d'être favorable à l'adhésion à l'UE. J'avais alors tout simplement répondu : « Oui, c'est exact. » Un silence s'en est suivi. Je suis convaincu que la nécessité d'une participation aux discussions et de la possibilité de pouvoir codécider est en train de gagner en évidence. La Suisse est toujours davantage confrontée à des défis que nous ne pouvons pas surmonter seul-es. Nous ressentons également notre appartenance à un mode de pensée et à un système de valeurs européens. Il n'y a pas

de tabou. Et s'il devait y en avoir un, la motivation de le briser devrait être d'autant plus grande en raison de la tradition suisse qui veut que l'on puisse parler de tout avec tout le monde. Une tradition fortement ancrée. Notre patriotisme ne connaît pas de frontières.

## *Que souhaitez-vous pour l'avenir du Nomes ?*

De continuer à faire preuve de clarté, d'honnêteté, de courage et cela dans la joie. Et également beaucoup de nouvelles et de nouveaux jeunes membres qui s'engagent pour cette cause évidente au sein de notre organisation, mais aussi dans le débat politique. Et tout cela avec une assurance toute naturelle.

## *Enfin, où en sera notre politique européenne dans dix ans ?*

Elle devrait en tous les cas se décrisper. D'une part, il nous faudra bien cesser un jour de regarder dans le rétroviseur et alimenter ainsi nos craintes. D'autre part, la prise de conscience du fait que nous dépendons, au niveau européen, les un-es des autres se renforce. Cela prend du temps. Et encore plus en Suisse. Mais notre pays est mûr : il est temps enfin de récolter les fruits. ★



© Nomes/Sam Konrad

“

« La Suisse est toujours davantage confrontée à des défis que nous ne pouvons pas surmonter seul-es. »

# « L'intégration européenne est une nécessité. »

**Eric Nussbaumer a pris la présidence du Nomes le 3 octobre 2020. Il est conseiller national PS/BL depuis 2007 et a présidé la section bâloise du Nomes. A l'occasion de sa prise de fonction, il nous confie quelques réflexions quant à l'Union européenne, à la Suisse et à leur avenir commun.**

***Selon vous, quels sont les plus grands points communs entre la Suisse et l'Union européenne (UE)?***

Les plus grands points communs entre la Suisse et l'UE sont le fédéralisme et le principe de subsidiarité. En effet, les champs de compétence de l'UE sont clairement définis – ceux qui ne relèvent pas d'elle sont du ressort des Etats membres. Cela renvoie au mode de fonctionnement du système fédéral suisse, entre la Confédération et les cantons. Dans les deux cas, l'esprit fédéraliste et le principe de subsidiarité sont fortement ancrés – l'opposition à l'UE en Suisse est ainsi d'autant plus incompréhensible. Nous partageons un même modèle de répartition des compétences.

***Quels sont les défis majeurs qui attendent l'UE dans les années à venir ?***

Il s'agit de ceux qui ne peuvent être traités au niveau national. La problématique climatique aura des conséquences sur toute l'Europe. Ainsi, nous devons y répondre ensemble au niveau européen, voire même mondial. Il en va de même pour notre conception du multilatéralisme – son élaboration doit aussi démarrer au niveau de l'UE : quel processus met-on en place au sein de l'Union, et comment s'engage-t-on sur la scène internationale? Enfin, la question des flux de migration nécessite également des réponses communes, de la coopération aux frontières à une coordination plus étroite en matière de politique de sécurité.

***Comment l'UE doit-elle faire face aux tensions géopolitiques croissantes entre les Etats-Unis et la Chine, mais aussi provoquées par des pays comme la Russie et la Turquie, et quel rôle voyez-vous pour la Suisse dans ce contexte ?***

Les tensions géopolitiques n'ont rien de nouveau – il y en a toujours eu. Ces tensions-là doivent toujours être appréhendées avec les instruments diplomatiques les meilleurs afin d'en réduire l'intensité. Parfois, l'engagement d'une coalition d'Etats volontaires suffit. Dans d'autres cas, il est nécessaire que toute l'UE se mobilise. Cependant, je ne pense pas que l'Union ait prétention à résoudre toutes les tensions géopolitiques. Il se peut donc aussi que la Suisse, avec ses bons offices, puisse être plus efficace que l'UE et son Service pour l'action extérieure. Il est ainsi important de toujours veiller à ce que s'engage celui ou celle dont l'implication est la plus opportune – un Etat seul, une coalition de plusieurs ou l'UE.

***Par ailleurs, vous présidez la délégation des Chambres fédérales chargées des relations avec le Parlement européen. En quoi ces contacts sont-ils importants ?***

Dans le cadre de la coopération entre Etats, il est essentiel de soigner les relations qui ont été institutionnalisées. Si l'on regarde, par exemple, les contacts entre le Conseil fédéral et la Commission européenne : c'est à mon sens une catastrophe que la





© Nomes/Sam Konrad

Présidente de la Confédération, durant une année comme celle que nous vivons, n'ait échangé avec la Présidente de la Commission européenne qu'à deux reprises – une fois au Forum économique de Davos en janvier et une fois par téléphone après la votation du septembre [ndlr : état au 19 octobre 2020]. L'absence de format institutionnel à ce niveau ne peut qu'être mauvais. Au sein de l'UE, les chef-fes d'Etat et de gouvernement sont en contact régulier dans le cadre du Conseil européen. Sans format institutionnel permettant un échange régulier, l'on n'arrive jamais à réellement apprendre à connaître ses interlocutrices et interlocuteurs.

La politique du Conseil fédéral ne permet pas de développer des stratégies de souveraineté coopérative – l'établissement par des Etats de projets en commun. Ceci n'est possible que si l'on soigne des relations institutionnalisées. Il en va de même au niveau parlementaire. Grâce aux échanges réguliers qu'entretient la Délégation, il nous est possible d'œuvrer à une compréhension mutuelle, recevoir et donner des impulsions nouvelles. Ces contacts sont donc importants, même s'ils ne sont pas décisifs étant donné que la question de la coopération relève de la politique extérieure, compétence du gouvernement.

***Que faudra-t-il, à l'avenir, pour garantir, en Suisse, un soutien de la population à la poursuite de l'intégration européenne ?***

Un débat ouvert est nécessaire. Le Conseil fédéral mène une stratégie de procrastination. La faute n'est pas à Ignazio Cassis. Didier Burkhalter, mais aussi Micheline Calmy-Rey durant les dernières années de son mandat, y ont contribué. Je suis d'avis que l'importance de l'intégration européenne et de la coopération entre Etats devrait être soulignée de façon plus marquée. La crise du Covid-19 en est l'illustration : lorsque l'on parle du développement et de l'accès à un futur vaccin, il est évident qu'aucun Etat ne pourra faire cavalier seul. Si l'on souhaite une réelle « force de frappe », la coopération est nécessaire. C'est pour cela que la Suisse n'a pas manqué de participer aux efforts de la communauté internationale. Avec ses 8,5 millions d'habitant-es, elle ne fait pas le poids face à des Etats comme le Brésil (200 millions d'habitant-es) ; nous ne pouvons ainsi que reconnaître que la coopération – et, en Europe, une intégration appropriée – est l'unique réponse. Cette coopération est une nécessité dans le monde actuel. Le Conseil fédéral devrait thématiser cela plus fortement et l'inscrire dans l'argumentaire approprié. Au lieu de cela, il procrastine et n'encourage pas cette discussion. J'espère donc qu'il aura un jour le courage de corriger le tir. ★

“

« Si l'on souhaite une réelle « force de frappe », la coopération est nécessaire. »

# Campagne « Nous, Européen-nes » : trois phases couronnées de succès

Par **Raphaël Bez** et **Lukas Wegmüller**, secrétaires généraux du Nomes



Eléments de la campagne « Nous, Européen-nes » © Nomes

En automne 2019 déjà, le Nomes a lancé sa campagne « Nous, Européen-nes ». Notre objectif ? Diffuser un discours positif sur l'Europe et combattre l'initiative de résiliation de l'UDC.

## Phase 1 : évitons le Swissxit

La première phase de campagne a démarré quelques jours après les élections fédérales d'octobre 2019. Avec un accent mis sur la menace d'un Swissxit, nous avons diffusé sur les réseaux sociaux différents visuels appelant à la mobilisation en faveur d'une Suisse ouverte et européenne. Peut-être vous rappelez-vous du Roger Köppel à la coupe de cheveux « Boris Johnson » ou de la chemise armillaire ouverte sur un t-shirt européen. Le site Internet notre.europe.ch a aussi été inauguré à cette occasion.

En début d'année, à l'occasion du raout annuel de l'UDC à l'Albisgüetli à Zurich, nous avons projeté notre message de campagne sur la façade d'un immeuble en face du lieu de l'événement. Notre intention : marteler un nouveau récit européen, en phase avec notre époque, et en finir avec l'éternelle rengaine europhobe de l'UDC !

## Phase 2 : l'union, notre meilleure protection

Au printemps, le Covid-19 nous a obligé à revoir nos plans. A l'occasion de la Journée de l'Europe et du 70e anniversaire de la déclaration Schuman, nous avons publié un appel pour une relance vigoureuse de notre intégration européenne. Marqués du slogan « L'union, notre meilleure protection », nous avons distribué 2'000 masques – une réussite, comme le démontrent notamment les dizaines de selfies publiés sur les réseaux sociaux.

## Phase 3 : notre quotidien est européen

Enfin, à l'approche de la votation du 27 septembre, le Nomes a publié un livre blanc intitulé « L'Europe, c'est chez nous » afin de mettre en lumière la dimension européenne de notre quotidien et l'importance

de la libre circulation des personnes. Un éclairage sur plusieurs secteurs économiques – comme l'agriculture, la culture ou encore les soins – a démontré une nouvelle fois à quel point la Suisse est européenne. Ce constat a largement été diffusé sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, un argumentaire en six points, un contre-argumentaire en réponse à l'ASIN, des flyers et des cartes postales avaient également été mis en ligne. Plusieurs de nos sections ont aussi organisé des débats contradictoires permettant au public de se faire une opinion.

## Une victoire d'étape !

Avec notamment 200'000 personnes touchées sur les réseaux sociaux, nous avons activement contribué à mobiliser. Le retentissant échec de l'initiative de résiliation le 27 septembre dernier a démontré l'importance de notre engagement. Les 61,7% de votes négatifs sont un signal fort lancé par les citoyen-nes aux partisans de l'isolement, du nationalisme et du souverainisme : la Suisse est européenne et nous sommes Européen-nes ! ★

# Le Club de campagne du Nomes

Par **Raphaël Bez** et **Lukas Wegmüller**, secrétaires généraux du Nomes

**La campagne « Nous, Européen·nes » n'avait pas pour unique objectif un non le 27 septembre. Elle est donc appelée à se poursuivre, la question de l'avenir des relations entre la Suisse et l'Union européenne n'étant de loin pas réglée et les ressentiments à l'égard du voisin européen encore fortement présents dans l'imaginaire collectif des Suisses·ses et des Suisses.**

## Qu'est-ce qu'une campagne ?

Que ce soit en faveur des accords bilatéraux, pour la libre circulation des personnes, contre les initiatives « contre l'immigration de masse » (février 2014), « d'autodétermination » (novembre 2018) ou de résiliation (septembre 2020) ou avec l'intention de promouvoir un discours positif sur l'Europe à l'image de la campagne « Nous, Européen·nes », le Nomes mène depuis longtemps et de façon active campagne en faveur d'une Suisse ouverte et européenne. Nous nous engageons pour un approfondissement de l'intégration européenne de notre pays et défendons ainsi chaque étape nous permettant d'avancer sur ce chemin.

Le système démocratique suisse donne au peuple le dernier mot sur bien des sujets. La politique européenne n'y échappe pas. Ainsi, nous nous devons de constamment communiquer, expliquer, défendre nos positions et notre vision. Cela passe par des événements publics, des publications sur les réseaux sociaux, du travail médiatique, la production et la diffusion de supports d'information, la participation à des rencontres de coordination avec les autres acteurs et actrices engagé·es à nos côtés, la recherche de fonds, le lobbying politique. Un engagement de longue haleine, coûteux en termes de ressources humaines et financières, mais essentiel pour un mouvement comme le nôtre et pour la poursuite de notre intégration européenne.

## Pourquoi un Club de campagne ?

« Tout seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin. » C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place le Club de campagne du Nomes. En réunissant nos forces, nous sommes en mesure d'en faire plus et d'aller plus loin. Ainsi, avec votre participation à notre Club de campagne, vous nous aidez à financer la mise sur pied et la conduite de nos campagnes en mettant notamment à disposition du secrétariat à Berne les ressources humaines nécessaires. Chaque année, il nous faut compter pour cela sur 80 000 francs. Votre soutien nous est précieux – il permet à la Suisse de garder ouverte la porte sur l'Union européenne ! L'avenir européen de notre pays est entre nos mains. Ne le laissons pas s'échapper !

## Comment rejoindre le Club ?

Nous vous invitons à rejoindre le Club de campagne du Nomes pour faire entendre la voix des pro-européen·nes, partisans d'une Suisse ouverte et européenne. A partir de 500 francs par année, vous devenez membre du Club et soutenez ainsi directement les actions de notre mouvement. La cotisation annuelle de membre est bien sûr comprise.

**Inscription et renseignements : [club@europa.ch](mailto:club@europa.ch).**

## Un grand MERCI !

Nous profitons de cette occasion pour chaleureusement remercier les nombreuses et nombreux membres du Club de campagne ainsi que toutes celles et tous ceux qui, durant ces derniers mois, ont soutenu financièrement notre campagne « Nous, Européen·nes ». Quel que soit leur montant, chaque contribution a fait une différence. Elles continueront à la faire à l'avenir aussi : la campagne « Nous, Européen·nes » est appelée à se poursuivre. Le chemin jusqu'à l'obtention du droit de vote européen est encore long. Nous comptons dès lors sur vous – merci pour votre soutien et votre engagement ! ★

## Eric Nussbaumer à la présidence du Nomes

Samedi 3 octobre, l'assemblée générale ordinaire du Nomes a été l'occasion de se retrouver, de passer en revue l'année 2019 ainsi que les derniers mois et de procéder au renouvellement du Comité. Dans ce cadre, Eric Nussbaumer (conseiller national PS/BL) a été élu comme président. La vice-présidence a été élargie à six personnes avec Sibel Arslan (conseillère nationale Vert-es/BS), Roland Fischer (conseiller national Vert'libéraux/LU), Vincent Maître (conseiller national PDC/GE), Claude Nicati (NE), Chantal Tauxe (VD) et Sebastian von Graffenried (BE). Le nouveau Comité reflète ainsi une plus large palette de couleurs politiques tout en intégrant des représentant·es de la société civile et des sections. Les autres membres du Comité sont les suivant·es : Matthias Bertschinger, Dominik Elser (nouveau), Sarah Fuchs (nouvelle), Barbara Geiser, Franz Hostettler (trésorier), Cécile Kessler (yes), Ariane Lienert, Olivier Marcoz, Laura Sadis, Noemi Steiner (yes), Nenad Stojanovic, Sebastiano Traina et Florentin Weibel.



# « Un scandale républicain »

Par **Nicole Nickerson**, coprésidente de la section zurichoise du Nomes



© Nicole Nickerson

Gret Haller, ancienne présidente du Conseil national et icône de l'égalité, a récemment fait sensation en se rendant à l'Université de Zurich pour marquer « les 50 ans du suffrage féminin » et y prononcer un discours d'ouverture. Une chose n'était toutefois pas prévue. Après quelques anecdotes au sujet de l'introduction du droit de vote des femmes, Gret Haller a soudain abordé le sujet de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne (UE). Et ce n'est pas tout : elle a également établi un parallèle entre la privation de droits des femmes et la situation actuelle des Suissesses et Suisses en tant que non-citoyen-nes de l'UE, qualifiant la non-appartenance de la Suisse à l'UE de « scandale républicain ».

Ainsi, Gret Haller a évoqué la question de la participation politique. En tant qu'Etat, la Suisse profite considérablement de l'intégration européenne, au niveau économique, sécuritaire ou encore culturel. Cependant, elle n'a jamais eu de représentant-es au Parlement européen, à la Commission ou dans d'autres Conseils. Elle reste donc en marge et n'a pas son mot à dire dans la plupart des décisions prises au sein de l'UE. Que cela signifie-t-il concrètement ?

La section zurichoise du Nomes tente actuellement de traiter cette question en se concentrant sur divers aspects de l'intégration européenne. Plutôt qu'un énième débat sur l'adhésion, notre section veut discuter de domaines où nous pourrions contribuer à faire avancer l'Europe. Ainsi, en novembre 2020, nous prévoyons un événement sur « l'égalité au sein de l'UE » avec la professeure Astrid Epiney. La section souhaiterait également aborder d'autres sujets comme la politique européenne en matière de réfugié-es ou le climat. Nous montrons ainsi que la question de la participation ne se résume pas à un simple « oui/non », mais consiste plutôt en la résolution de problèmes qui ne peuvent être traités au niveau national.

Il n'est pas rare que l'UE prenne des mesures remarquables. Par exemple, la législation européenne en matière d'égalité offre des règles progressistes – notam-

ment une protection étendue contre les discriminations sur le lieu de travail – dont les femmes sont privées en Suisse. En revanche, l'UE peut également arrêter des décisions aux conséquences tragiques, par exemple lorsqu'elle apporte son soutien aux garde-côtes libyens dans la rétention des réfugié-es et qu'elle célèbre cela comme une victoire de sa politique migratoire. Même aveuglement après l'incendie du camp de réfugié-es de Moria : les priorités restent inchangées et le rapatriement demeure le but ultime. Nous, Suissesses et Suisses, sommes toutes et tous concerné-es par ces questions : bien qu'habitant au cœur de l'Europe, nous n'avons pas pu suffisamment contribuer aux réussites de l'UE ou, au contraire, nous n'avons pas pu lutter efficacement à l'encontre de politiques cruelles. Dans les deux cas, et c'est un vrai scandale, cela est dû à l'absence de participation politique des Suissesses et Suisses.

Comme l'a dit Gret Haller, « le refus de jouer un rôle actif au sein de l'UE est un rejet de la politique. » C'est pourquoi affirmer qu'une adhésion ne fait pas sens au vu du nombre de chantiers que compte l'UE est absurde. Les acteurs et actrices les plus puissant-es au sein de l'UE décident de la manière dont les groupes les plus faibles sont traités. Elles et ils sont responsables de ce qui arrive aux réfugié-es de Lesbos. Nous ne pouvons par leur laisser le monopole de la décision ! ★

# Comprendre, vivre et construire l'Europe

Par **Katharina Burren**, membre du Comité de la young european swiss | yes

L'Interrail à travers l'Europe de l'Est ; le semestre d'échange en Italie ; le voyage d'études de la young european swiss | yes à Bruxelles – ces derniers mois, les projets d'un grand nombre d'entre nous ont été bouleversés. Alors que la vie quotidienne amène des défis complètement nouveaux, les objectifs et les projets à long terme sont très souvent relégués au second plan. Les jeunes, en particulier, se trouvent confronté-es à des défis inédits, ayant terminé leurs études ou attendant avec impatience leur rentrée universitaire ou professionnelle. Comment vivent-elles, comment vivent-ils ces changements ? Quelles influences ceux-ci auront-ils sur leurs ambitions ? Et dans la perspective du Mouvement européen, que cela signifie-t-il pour les jeunes Européen-nes ? Les expériences de ces derniers mois ont-elles renforcé notre rapport à l'Union européenne (UE) ou, au contraire, notre déception à son égard en raison des limites de la solidarité européenne ?

Début septembre, j'ai entamé un Master en études européennes au Collège d'Europe à Bruges, en Belgique. Depuis sa création en 1949, le Collège n'a cessé de croître et offre désormais à environ 450 jeunes de plus de cinquante pays la possibilité unique de découvrir et de vivre la coopération européenne au quotidien.

Chaque jour est façonné par les nombreuses et passionnantes rencontres et anecdotes de jeunes Européen-nes. Ainsi, au petit-déjeuner, un collègue géorgien raconte comment les prochaines élections parlementaires de son pays seront décisives pour le futur de la coopération entre la Géorgie et l'UE. Alors qu'il observe ces développements avec beaucoup d'espoir, ma colocataire d'Irlande du Nord suit le Brexit avec mélancolie – ce qui la motive d'autant plus à participer activement aux cours de négociation internationale. Elle est convaincue que cela lui sera utile à l'avenir. Originaire du Royaume-Uni, un étudiant en sciences politiques se trouve dans

une situation quelque peu différente. Il doit quitter le groupe de travail sur l'Union monétaire européenne au plus vite après avoir reçu un appel du ministère français des Affaires étrangères : un entretien imprévu pour obtenir la citoyenneté française s'offre à lui – il le conduit dans les corridors de la résidence d'étudiant-es.

Les défis auxquels l'Europe est actuellement confrontée sont également très présents au Collège d'Europe, que ce soit le Brexit ou le Covid-19, le chômage des jeunes ou encore la situation politique en dehors de l'UE. Mais, à la place de fatalisme, les maîtres mots sont : comprendre, vivre et construire l'Europe. En très peu de temps, de nombreuses associations étudiantes ont été créées. Elles promeuvent activement l'intégration européenne et souhaitent y contribuer à leur manière. Federica Mogherini, ancienne haute représentante de l'UE et récemment nommée rectrice du Collège, résume ainsi la situation : « Il y a une chose que nous avons toutes et tous en commun et qui nous a amené-es ici : la passion pour le projet européen – la détermination de façonner une meilleure Europe, plus intégrée et plus efficace. »

Cela vaut également pour la yes. Malgré les défis actuels, nous n'avons certainement pas délaissé l'objectif commun de nous engager activement pour l'Europe. Au contraire, avec la crise, nous avons plus que jamais pris conscience des réussites de l'UE. Notre motivation en faveur de l'intégration européenne en est sortie renforcée.

Le 16 septembre dernier, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a justement partagé ces paroles marquantes lors de son premier discours sur l'état de l'Union : « L'avenir sera ce que nous en ferons. Et l'Europe sera ce que nous voulons qu'elle soit. Cessons donc de la rabaisser. Et travaillons pour la construire. Pour la rendre forte. Et pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre. Vive l'Europe ! » ★



© Katharina Burren



**Deviens membre de la yes !**  
Retrouve toutes les  
informations sur le site  
Internet [www.y-e-s.ch](http://www.y-e-s.ch)

# Qu'est-ce donc : de l'impertinence ou tout simplement de l'ignorance ?



**« L'Union européenne exclut fondamentalement le peuple de toute décision »**

« L'Union européenne (UE), gérée de manière centralisée, est une dictature. \* La souveraineté des peuples n'est guère une priorité. \* Le peuple est par principe exclu des processus décisionnels, aussi importants soient-ils. \* Les Allemandes n'ont pas été consultées pour savoir si elles et ils souhaitent conserver leur monnaie. \* Les Britanniques n'ont pas eu le droit de dire si elles et ils étaient d'accord avec l'élargissement de l'UE à l'Est. »

*Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), en ligne sur [www.asin.ch](http://www.asin.ch) sous « Positions ».*



**1** Par où commencer? Ces affirmations éhontées témoignent d'un manque abyssal d'informations ou alors d'une impertinence totale. Dans son texte, l'ASIN fait d'abord l'éloge de la démocratie directe telle qu'elle est pratiquée en Suisse, ce qui est tout à fait légitime. Mais sur quelle base se permet-elle de dépendre l'Union européenne (UE) comme un monstre autoritaire qui ignore la « souveraineté des peuples » et exclut par principe le peuple, qui, rappelons-le, est composé d'un demi-milliard de personnes? Quelle absurdité!

**2** Très chère ASIN, reprenons depuis le début: a) La Suisse est un Etat souverain organisé politiquement de façon à ce que ses citoyen·nes puissent s'exprimer au sujet d'un grand nombre d'objets. Jusqu'ici, vous suivez? b) L'UE n'est pas un Etat, mais une alliance d'Etats démocratiques pleinement souverains qui ont le droit incontesté de mettre en place leur propre organisation politique interne. C'est pourquoi l'UE rassemble autant des monarchies que des républiques, des systèmes constitutionnels fédéralistes ou plutôt centralisés, des régimes présidentiels ou parlementaires, etc. c) Petit exercice de réflexion: supposons donc que la Suisse intègre l'UE (respirez!), se retrouverait-elle alors

contrainte de renoncer à sa démocratie directe? Non – parce que, comme tous les Etats membres de l'UE, elle aurait évidemment le droit à sa propre organisation politique interne. Dans les faits, il pourrait y avoir quelques points de friction, mais nous avons déjà mené des négociations bien plus compliquées...

**3** Revenons au point b): l'UE ne peut rien entreprendre d'important sans l'aval des gouvernements des Etats membres – démocratiquement légitimes – et du Parlement européen, élu au suffrage universel direct. Il est donc important de comprendre que la manière dont les différents gouvernements légitiment leurs propres décisions à l'intérieur de leurs frontières ne relève pas de la compétence de « Bruxelles »: ces gouvernements en sont eux-mêmes responsables. C'est pourquoi il est totalement absurde de reprocher à l'UE de ne pas avoir consulté les électeurs et électrices allemandes au moyen d'un référendum sur l'introduction de l'euro: la Constitution allemande ne prévoit tout simplement pas de référendum – et cela ne concerne personne d'autre que les Allemandes.

**4** En ce qui concerne le reste, l'ASIN laisse subtilement entendre que la Suisse est le seul pays en Europe à faire usage de la démocratie directe. Or les Italiennes, par exemple, ont été appelées aux urnes 71 fois depuis 1970; les Françaises 14 fois depuis la fin de la Guerre, dont trois fois sur des questions européennes importantes; les Irlandaises 33 fois (depuis 1959), dont huit fois sur des questions européennes; les Hongroises 13 fois depuis la réunification; les Slovènes 16 fois depuis leur indépendance. D'autres pays ne le font tout simplement pas, ou du moins rarement – cela n'a toutefois rien à voir avec de supposées interdictions émanant de la dictature bruxelloise, mais plutôt parce qu'il n'y a pas de majorité qui demande à changer cela, pour le moment. (sp) ★



### L'UE prend des sanctions contre les cyberpirates

Pour la première fois, le Conseil européen a imposé des sanctions à l'échelle européenne contre six cybercriminels et trois organisations qui ont tenté de mener une cyberattaque contre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ou ont été impliqués dans plusieurs attaques connues sous les noms de « WannaCry », « NotPetya » et « Operation Cloud Hopper ». Les sanctions sont les suivantes: interdiction de voyager, gel des avoirs et interdiction de fournir des ressources financières aux criminels. (sp) ★

### Tout ne doit pas passer par « Bruxelles »

En versant respectivement 85 et 15 millions d'euros dans un « City Climate Finance Gap Fund » destiné à financer des projets dans des municipalités de pays en développement et émergents, l'Allemagne et le Luxembourg montrent que les initiatives relatives au climat ne doivent pas nécessairement passer par les institutions européennes. La Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie y contribuent aussi. (sp) ★

### Les recours collectifs désormais possibles dans toute l'UE

Un projet de directive sur l'accès des consommateurs et consommatrices européens aux recours collectifs a été approuvé par le Conseil des ministres et le Parlement européen. Il permettra, pour la première fois, des actions collectives dans toute l'UE. Les associations de consommateurs et consommatrices habilitées par les Etats membres seront autorisées à engager des poursuites judiciaires contre les fournisseurs de prestations, et ce au-delà des frontières nationales. (sp) ★



#### Editeur

Nouveau mouvement européen  
Suisse (Nomes)

#### Rédaction

Luana Andina, Raphaël Bez, Marcela Gisler, Amal Osman, Alana Rainone, Lukas Wegmüller, europa.ch, case postale 481, 3000 Berne 22, tél. 031 302 35 36, info@europa.ch

#### Auteur-es

Raphaël Bez, Katharina Burren, François Cherix, Martin Naef, Nicole Nickerson, Eric Nussbaumer, Solenn Paulic, Sebastian Speich (sp), Chantal Tauxe, Lukas Wegmüller

#### Traductions et relectures

Raphaël Bez, Toni Koller, Amal Osman, Alana Rainone, Fabian Schmid, Pierre Alain Seiler, Lukas Wegmüller

#### Concept

Nicolas Peter

#### Impression

Stämpfli SA, Berne

#### Tirage

2700 all., 1700 fr.

#### Couverture

KEYSTONE/Gaetan Bally (photo)

#### Compte postal et IBAN

30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000 9024 9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser au secrétariat à l'adresse info@europa.ch.

## SURFER

### « Mission Starfish 2030 » – un énorme projet

Un groupe d'expert-es de l'UE vient de lancer un projet intitulé « Mission Starfish 2030 » visant la restauration et la protection de l'ensemble du cycle de l'eau terrestre (océans, lacs, rivières) jusqu'en 2030. Dans une brochure de 90 pages (uniquement disponible en anglais), il évoque les nombreux dommages causés et propose des moyens pour y remédier. Une lecture d'une part effrayante et d'autre part optimiste. Le document peut être téléchargé en format PDF en cherchant « Mission Starfish 2030 ». (sp)

<https://ec.europa.eu/info/publications>

### Les « bons flics » d'Europe

L'agence européenne spécialisée dans la répression de la criminalité Europol a été fondée il y a dix ans. Basée à La Haye, elle compte aujourd'hui plus de 1000 employés et participe à plus de 40 000 opérations transfrontalières chaque année. Europol est une agence de l'UE et travaille en étroite collaboration avec les autorités des 27 Etats membres, mais pas uniquement. Ses compétences sont multiples: lutte contre la cybercriminalité, le trafic de drogue, le crime organisé, la traite des êtres humains, etc. Son site Internet, richement fourni, vaut le détour. (sp)

[www.europol.europa.eu/fr/about-europol](http://www.europol.europa.eu/fr/about-europol)



**Carim banquette et Barra table.** Rectiligne et élégante.  
Design: Atelier I+N, Nathan + Ismaël Studer

